

# L'impossible réforme de la police américaine

— Les cas de violences policières visant les Noirs sont récurrents aux États-Unis, et depuis des décennies.

— Malgré certains efforts visant à éradiquer le racisme au sein des forces de l'ordre, l'histoire n'en finit pas de se répéter.

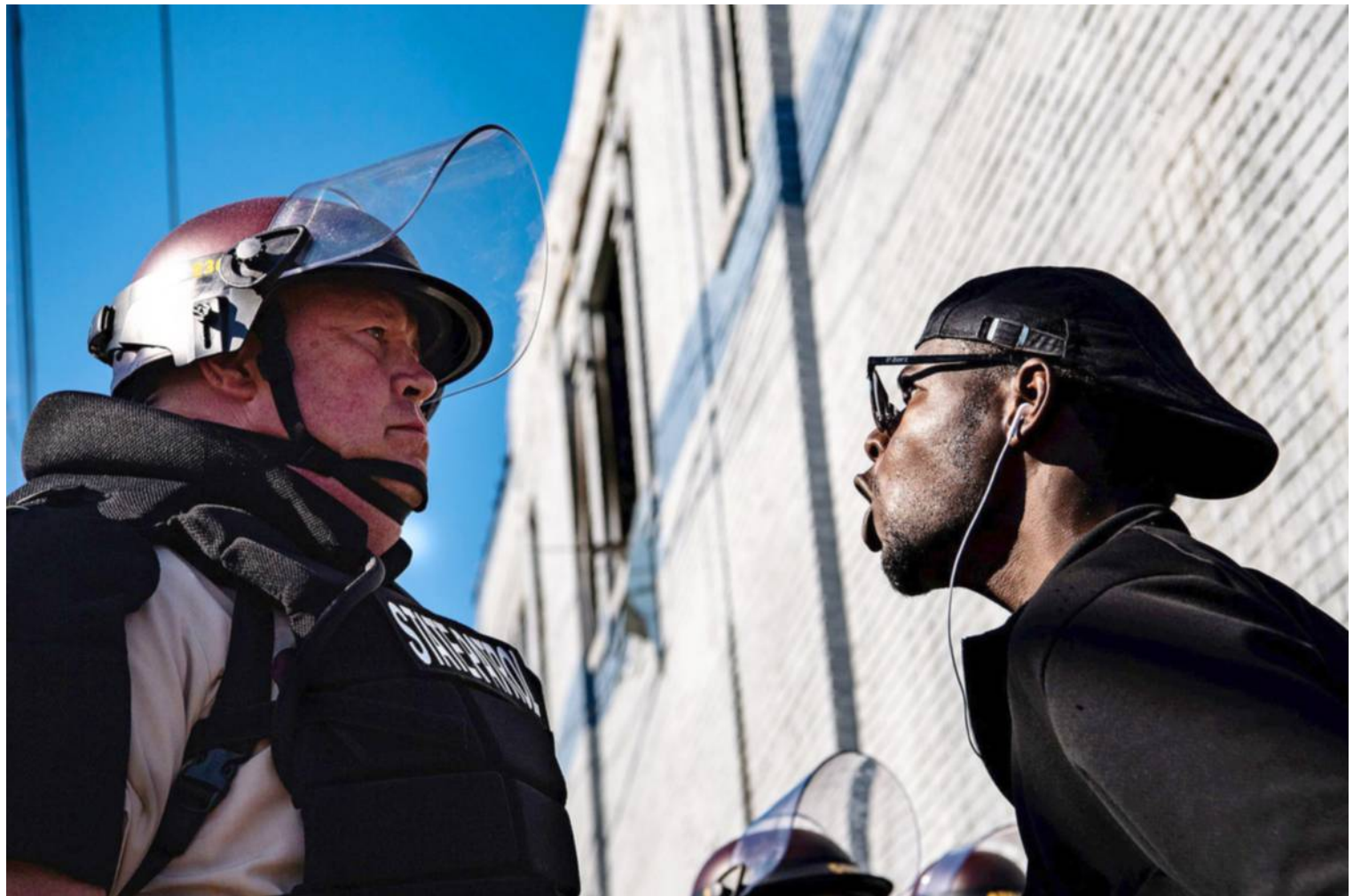
L'Amérique brûle encore. Comme en 2015 à Baltimore, après la mort de Freddie Gray. Comme en 2014 à Ferguson, après la mort de Michael Brown. Comme en 2001 à Cincinnati, comme en 1992 à Los Angeles, comme en 1980 à Miami, comme en 1965 à Watts...

Le nom de George Floyd s'est ajouté à la liste déjà très longue des victimes noires des forces de l'ordre américaines. Ses derniers mots, «*Je ne peux pas respirer*», prononcés peu avant sa mort à Minneapolis, sont devenus ceux d'une Amérique noire et blanche en manque d'air, étouffée par le racisme dont elle est victime ou témoin.

À chaque drame, les États-Unis – et le monde – s'interrogent : comment venir à bout du racisme, conscient ou inconscient, des forces de l'ordre de l'Oncle Sam ? Pourquoi est-il si difficile de réformer sa police ? De venir à bout de ses abus ? La société change, les caméras filment les événements, mais rien n'y fait : les hommes en bleu tuent toujours. Entre 1 000 et 1 200 personnes par an – dont entre 25 % et 33 % de Noirs, bien plus que leur part dans la population (14 %).

**«L'ordre en Amérique est une affaire locale, qui relève des villes et des comtés.»**

Si la police américaine semble si difficile à réformer, c'est d'abord parce que la police américaine... n'existe pas. «*L'ordre en Amérique est une affaire locale, qui relève des villes et des comtés*», explique Didier Combeau, spécialiste des États-Unis et auteur en 2018 de *Polices américaines* (1). «*La seule police nationale est le FBI, qui compte 30 000 agents et ne s'occupe que des crimes fédéraux, soit 1 % des affaires. Le reste est aux mains de quelque 18 000 polices locales, in-*



Un manifestant devant un membre des forces de l'ordre, à Minneapolis le 29 mai. Salwan Georges/The Washington Post/Getty Images

dépendantes les unes des autres, qui emploient plus de 1 million de policiers.»

Comme les amateurs de romans et de films policiers le savent bien, il y a la police de Los Angeles (LAPD), celle de New York (NYPD), celle de San Francisco (SFPD), etc. Autant de forces de l'ordre qui dépendent d'une ville ou d'un comté, et pas d'une autorité centrale qui pourrait impulser les réformes. Elles sont donc à l'image des autorités locales, de leur culture, de leur histoire... et de leur bonne volonté. Or, malgré l'émotion suscitée par chaque tragédie, le sujet divise toujours. «*C'est un peu comme pour la question des armes à feu : les drames ont beau succéder, ils ne font pas bouger les lignes*, déplore un diplomate européen en poste à Washington. *Chaque camp reste sur ses positions.*»

Depuis le temps que l'Amérique saigne et pleure, les arguments sont bien rodés. Quand un homme noir est tué par la police, les partisans du statu quo déplorent le drame, mais y voient un incident malheureux. Statistiques à l'appui,

## repères

**Plus de mille victimes de violences policières en 2019**

**Depuis 2015, le Washington Post tient le décompte des victimes de violences policières dans le pays. L'an passé, le quotidien américain a recensé 1 004 décès (961 hommes, 43 femmes).**

**Selon le Washington Post, il y a «une probabilité plus de deux fois supérieure d'être tué par la police pour les Noirs». 370 victimes, en 2019, étaient blanches,**

ils légitiment la suspicion des policiers en montrant la part importante des Noirs parmi les prisonniers...

«*Ceci dit, les municipalités veulent éviter ce genre d'affaires, comme aujourd'hui à Minneapolis*, poursuit Didier Combeau. *Car ces*

**235 étaient noires, et 158 hispaniques (les données n'étant pas connues pour 200 victimes). Cela fait près de 30 % de Noirs, alors qu'ils ne représentent que 14 % de la population totale.**

**Depuis cinq ans, le nombre total des victimes est assez stable, de 994 en 2015 à 1 004 en 2019. Selon le Washington Post, 422 personnes ont déjà succombé en 2020 après avoir croisé la police.**

**Dans seulement 126 cas, le policier portait une caméra sur lui, comme le préconisent certaines polices.**

*tragédies nuisent bien sûr à l'image de la ville, mais aussi parce qu'elles coûtent cher : en général, elles se soldent par un accord financier. New York a dû verser 5,9 millions de dollars (5,3 millions d'euros, NDLR) à la famille d'Eric Garner, tué par étranglement en 2014.*»

Des efforts sont donc entrepris localement, en particulier depuis les années 1990 et 2000, pour éviter des violences policières devenues très médiatiques avec le développement des téléphones portables. Ces efforts peuvent prendre plusieurs formes. Il s'agit d'abord d'assurer une meilleure diversité dans le recrutement. Le chemin est encore long : le drame de Ferguson a mis en lumière le fait que seulement 11 % des policiers étaient noirs pour un quartier peuplé à 67 % d'Afro-Américains.

Ensuite dans la formation, pour apprendre aux agents à lutter contre un «*biais raciste*». Une enquête menée sous l'égide de l'administration Obama a montré que, à Ferguson, les Afro-Américains subissaient 85 % des contrôles de véhicules, recevaient 90 % des amendes et faisaient l'objet de 93 % des arrestations. Et que les conducteurs noirs avaient deux fois plus de probabilités d'être fouillés que les conducteurs blancs. D'où un sentiment de harcèlement susceptible de déboucher sur des affrontements. ●●●

●●● D'autres initiatives ont pour but d'encourager les agents à maîtriser leur force. Mais les règlements, là aussi, différents selon les polices. Mettre le genou sur le cou d'un homme détenu au sol, comme l'a fait l'officier de police Derek Chauvin lors de l'interpellation de George Floyd, est interdit par de nombreuses polices américaines – mais pas à Minneapolis.

Mais pour de plus en plus de militants des droits de l'homme et d'organisations de défense des minorités, à l'image de Black Lives Matter (BLM), fondée après la mort de Trayvon Martin en Floride en 2012, la répétition des « bavures » confirme que toutes ces réformes, même quand elles sont mises en place avec conviction, n'ont pas l'efficacité qu'on leur prête. La presse américaine a ainsi souligné que la police de Minneapolis, déjà confrontée par le passé à des excès de violences, avait pris ce type de mesures. Visiblement sans grand succès.

« C'est un peu comme pour la question des armes à feu: les drames ont beau se succéder, ils ne font pas bouger les lignes. »

Pour ces organisations, le mot d'ordre est désormais: « Defund the police ». BLM appelle ainsi le gouvernement fédéral, les fondations ou encore les autorités locales à réduire le financement des polices, dont le rôle n'a fait que s'accroître au fil des années depuis que le pays, dans les années 1970, s'est engagé dans un tour de vis sécuritaire.

Au nom de la lutte contre le crime et de la guerre contre la drogue, les forces de l'ordre ont vu leurs moyens financiers et matériels s'accroître considérablement. Depuis les années 1990, le gouvernement fédéral peut même faire don d'équipements militaires aux polices, ce qui s'est traduit par une militarisation des patrouilles dans les rues américaines.

C'est par ce biais, important mais limité, que Barack Obama avait tenté de répondre à la crise de Ferguson. Son successeur, en revanche, n'a cessé, depuis la campagne électorale de 2016, d'apporter un soutien sans faille aux forces de l'ordre. L'Amérique en colère s'en remet donc désormais à la justice, tout en n'ignorant rien de la clémence habituelle des juges envers les policiers. Le premier rendez-vous à la cour de Derek Chauvin, 44 ans, poursuivi pour « homicide involontaire », est prévu le lundi 8 juin. À coup sûr, la rue sera vigilante.

Gilles Biassette

(1) Gallimard, 2018, 256 p., 20 €.

## Pourquoi Donald Trump utilise la Bible

— Donald Trump a brandi une bible devant un édifice de l'Église épiscopaliennne américaine à Washington, lundi 1<sup>er</sup> juin au soir, après avoir fait évacuer des manifestants. L'évêque épiscopaliennne de Washington a condamné son geste.

L'arrivée impromptue de Donald Trump, devant l'église Saint-John à Washington, n'a pas été du goût de l'Église épiscopaliennne américaine. Lundi 1<sup>er</sup> juin au soir, le président des États-Unis a pris une pose symbolique, bible à la main, au pied du bâtiment proche des jardins de la Maison-Blanche.

Des manifestants antiracistes exprimant leur colère devant la résidence présidentielle ont été évacués à l'aide de gaz lacrymogènes et de tirs de balles en caoutchouc, pour permettre à Donald Trump d'accéder à l'église. L'évêque du diocèse épiscopaliennne de Washington D.C, Mariann Budde, a condamné le geste de Donald Trump auprès de la chaîne de télévision CNN: « Je suis outragée », a-t-elle fustigé.

L'irruption du président faisait suite à un discours musclé,

tenu dans les jardins de la Maison-Blanche, sur la violence des protestations contre le racisme dans le pays. Des manifestants étaient alors attroupés sur Lafayette Square, le parc public jouxtant la résidence présidentielle et l'église Saint-John. Des émeutiers ont mis le feu au sous-sol de l'édifice culturel, avant que Donald Trump ne fasse évacuer la zone, de force, pour une arrivée surprise devant l'église.

« Il s'est toujours adressé aux chrétiens, et cherche à rallier les conservateurs, notamment les baptistes de la communauté noire. »

Bible à la main, il a alors fait une courte déclaration: « Nous avons un grand pays. C'est le plus grand pays du monde. Et nous allons garantir sa sécurité. » Fréquemment invoquée par Donald Trump, la Bible fait partie de sa stratégie po-

litique, comme l'explique Mokhtar Ben Barka, professeur de civilisation américaine à l'université de Valenciennes: « Il veut montrer ici qu'il s'agit de la loi de Dieu, elle représente la justice et l'ordre dans cette période chaotique. »

Mais la référence religieuse n'a pas été appréciée par Mariann Budde, première femme à diriger un diocèse dans l'Église épiscopaliennne américaine: « Le président s'est servi de notre texte sacré comme un symbole de division », a-t-elle estimé sur Twitter. L'évêque est un des leaders de l'Église épiscopaliennne des États-Unis, en perte de vitesse dans le pays depuis la montée en puissance des Églises évangéliques. Héritière du christianisme anglican, elle fait partie des Églises historiques en Amérique du Nord, dans le mille-feuille protestant.

Rattaché à elle, l'édifice culturel Saint-John est surnommé « l'église des présidents ». Il s'agit d'un passage incontournable pour tous les chefs d'État américains, une messe s'y déroulant tous les quatre ans, pour précéder leur investiture. « En pleine présidentielle américaine, Donald Trump fait un clin d'œil aux électeurs "religieux" », analyse Mokhtar Ben Barka. Il s'est



toujours adressé aux chrétiens, et cherche à rallier les conservateurs, notamment les baptistes de la communauté noire. »

Mais c'est compter sans les nombreuses divisions du protestantisme américain. Alors que les fidèles de l'Église épiscopaliennne observent une tendance de plus en plus marquée en faveur de Donald Trump, son clergé, lui, se montre bien plus hostile. « Les épiscopaliens sont des progressistes, poursuit Mokhtar Ben Barka. C'est une Église œcuménique, ouverte sur la société, et ses leaders s'opposent aux théories à tendance xénophobe et raciste de Donald Trump, quand les évangéliques sont de plus en plus séduits. »

Caroline Celle

### portrait

## Un procureur général démocrate, noir et musulman pour mener les poursuites

Keith Ellison  
Procureur général  
du Minnesota

— Ce démocrate, premier député fédéral à avoir prêté serment sur le Coran, mènera l'accusation contre le policier Derek Chauvin, accusé d'homicide à l'encontre de l'Afro-Américain George Floyd.

Dans un pays secoué d'indignation par le meurtre de l'Afro-Américain George Floyd, Keith Ellison, 56 ans, aura la lourde charge de mener les poursuites contre Derek Chauvin, l'officier de police accusé d'avoir étouffé la victime. Le gouverneur démocrate Tim Walz lui a confié cette responsabilité après avoir consulté la famille de George Floyd. Le procureur général du Minnesota a accepté « avec humilité et grand sérieux ». « Nous mettrons à contribution toutes les ressources nécessaires pour obtenir justice dans cette affaire », a-t-il réagi sur Twitter.



Jim Mone/AP

Aux États-Unis, ce poste de procureur général recouvre un large champ. Présent dans chacun des 50 États, il est le principal conseiller juridique du gouvernement, chargé par ailleurs de l'application des lois, ou de leur conformité avec la Constitution. Certains sont directement nommés, d'autres élus, à l'instar de Keith Ellison, qui a obtenu le poste après plusieurs mandats fédéraux. Lors de son entrée en 2003 à la Chambre

des représentants, il avait provoqué le scandale parmi les républicains conservateurs en devenant le premier député à prêter serment sur le Coran plutôt que sur la Bible. Cela ne l'a pas empêché d'être réélu en 2007 dans un État rural, qui compte une grande majorité de Blancs.

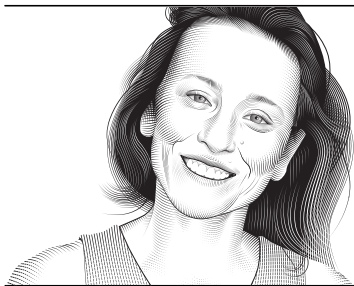
Né dans une famille catholique, converti à l'islam à 19 ans lors de ses études de droit à l'université de Wayne State, Keith Ellison a flirté dans sa jeunesse avec les « black muslims » (« musulmans noirs »), groupe politico-religieux prônant un nationalisme afro-américain, avant de s'en éloigner. Figure de l'aile gauche démocrate, soutien de Bernie Sanders durant la course à l'investiture du parti, il avait brigué en 2018 le poste de procureur général, avec l'idée de barrer la route à certaines mesures de l'administration Trump, dont le « travel ban », décret de janvier 2017 qui suspend le programme d'accueil des réfugiés.

Son choix par Tim Walz, qui a déploré une défiance envers le système judiciaire, est une fa-

çon de prendre en compte l'avis des manifestants dénonçant les violences policières à caractère raciste. Il s'agit aussi de ne pas perdre le Minnesota, une région des Grands Lacs à l'origine de la défaite de Hillary Clinton contre Donald Trump.

La famille de George Floyd a salué l'arrestation du policier comme un premier pas sur « la voie de la justice », mais l'a jugée « tardive » et insuffisante. « Nous voulons une inculpation pour homicide volontaire avec préméditation. Et nous voulons voir les autres agents (impliqués) arrêtés », a-t-elle affirmé. Alors que la cause du décès, une « pression exercée sur son cou » par la police, a été confirmée, lundi 1<sup>er</sup> juin, par le médecin légiste officiel chargé de l'autopsie, le procureur du comté de Hennepin a déposé plainte contre l'officier de police incriminé pour « meurtre au troisième degré » et « homicide involontaire ». Il reviendra à Keith Ellison, si besoin après enquête, de requalifier les faits.

Jean-Baptiste François



# Twitter contre Twitter

La chronique de **Flore Vasseur**

« **L**a technologie ne fait pas de politique. » Beaux comme des sous-neufs, les cadres de la Silicon Valley affirment construire un outil neutre placé dans les mains de leurs utilisateurs dont ils défendent la liberté d'expression et le libre arbitre. Des effets, ils se lavent les mains. Tout cela est inscrit dans un texte de loi, la Section 230 du Communications Decency Act (CDA) de 1996, qui pose : les plateformes Internet ne sont pas responsables des informations qu'elles publient. Quand bien même le débat d'idées, depuis que ces entités existent, se noierait dans un océan de *fake news*, de vidéos pornographiques et autres photos de chats. Alors grattons car je me demande si, là aussi, nous n'avons pas atteint, Covid *aidant*, un autre point de bascule.

Réseaux et plateformes se présentent comme des agoras. En fait, elles sont des instances on ne peut plus privées, dont le profit se base sur un critère, devenu obsession : l'engagement de leurs utilisateurs, mesuré à leurs fréquences

et récurrence de visites, suscitées par la capacité de ces mêmes acteurs à leur/nous présenter des informations qui nous *parlent* – qu'elles nous rassurent ou nous ulcèrent. La vérité n'est pas en jeu puisqu'elle n'est pas le jeu. Le jeu, c'est l'addiction, propre à nous faire rendre l'âme, en exposant nos fiertés et frustrations, permettant aux spécialistes de marketing de déterminer nos failles et besoins, de revendre ces informations à leurs clients, entreprises comme partis politiques, leur permettant à leur tour de nous refourguer sans trop d'erreurs marchandises et promesses. Cela s'appelle l'économie de l'attention ou le capitalisme de surveillance, quand l'algorithme sert de dernière allumette à un système/dealer qui n'arrive plus à nous convaincre d'acheter sa marchandise. Car on en revient toujours à ce même problème de limite d'un système sans limite.

À ce jeu-là, rien ne fonctionne mieux que l'outrance, la peur, la violence. Plus c'est gros, vulgaire, effrayant, mieux cela fonctionne. Il faut que cela saigne. Les vidéastes de Daech le savaient très

**La vérité n'est pas en jeu puisqu'elle n'est pas le jeu.**

bien, les suprémacistes blancs en ont fait leur miel. Mais personne, personne n'a jamais aussi bien manié l'outil que Donald Trump. S'il est une créature de la société du spectacle, il est surtout celle de Twitter. Sans la plateforme, pas de @realDonaldTrump aux 83 millions de followers et plus de 50 000 tweets. Il est le veau d'or ou plutôt orange de la tech. Twitter est son hochet, son vide-ordures, lui-même. Un outil de propagande. Sauf que Jack Dorsey, le fondateur de l'entreprise, semble enfin vouloir reprendre la main sur son jouet, fermer, enfin, le robinet. Quitte à se tirer une balle dans le pied.

Cela a démarré la semaine dernière quand, sommé depuis des années de bannir certains tweets trop haineux voire de débrancher le compte présidentiel, c'est-à-dire de le traiter comme tout utilisateur

de la plateforme ne respectant pas les conditions d'utilisation, le CEO a épinglé un des tweets du président comme mensonger. En deux jours, Donald Trump a dégainé un décret présidentiel contre... la censure de l'Internet, agitant la possible révocation de la Section 230 du Communications Decency Act. Pour garder son compte ouvert, Trump agit son bazooka, la fin de l'immunité des plateformes. Le lendemain, Jack Dorsey rétorque par une autre mesure limitant techniquement la viralité d'un tweet présidentiel qui glorifie la violence contre sa population. Depuis, l'homme et sa société ont une cible sur le dos, ce que le délégué à l'économie numérique du ministère fédéral allemand de l'économie et de l'énergie a parfaitement compris, l'invitant à venir s'installer en Allemagne. De Twitter ou de Trump, qui débranchera qui? Et y perdrons-nous quelque chose?

Quand on voit l'Amérique qui part en flammes, on en vient à douter : 100 000 morts du Covid, 30 millions de chômeurs, 25 villes sous couvre-feu, un président qui

menace sur Twitter « d'envoyer des chiens les plus vicieux et des armes les plus inquiétantes » aux manifestants s'approchant de la Maison-Blanche, manifestants dans leur globalité réduits au statut d'« anti-fascistes », attribut qu'il menace d'assimiler à celui de « terroristes » quand les suprémacistes blancs, son terreau électoral, se trimbalent toutes armes dehors et semblent vouloir faire la loi dans la rue.

Construite par et sur les réseaux sociaux, la polarisation de l'Amérique se déverse dans la vie réelle. En flattant la culture du clash et les pièges à clic, Twitter a accéléré la catastrophe. La technologie est politique. Dorsey le pyromane semble reconnaître aussi qu'il est pris dans l'incendie. Mark Zuckerberg, qui rêve sans doute d'ajouter son concurrent à l'escarcelle de Facebook, qui a empoché plus de 31 milliards de dollars pendant le Covid et qui caresse des ambitions toutes présidentielles, s'est bien gardé de s'aliéner le camp républicain. Il surfera sur tout. La technologie ne fait pas de politique. Elle lui préexiste. J'ai bien peur qu'il l'incarne.

## L'image

« Le genou à terre, le regard vers les cieux; Aujourd'hui tout va mal, demain tout ira mieux. »



Ninho

À Atlanta (Géorgie), lundi 1<sup>er</sup> juin, des policiers s'agenouillent aux côtés de manifestants, après le décès de George Floyd.

Dustin Chambers/Reuters

